



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 21/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GARAGE COSTANTINI

133 bis Avenue de l'Alouette
33700 Mérignac

Références : 2025-0036
Code AIOT : 0100042723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement GARAGE COSTANTINI implanté 133 bis Avenue de l'Alouette 33700 Mérignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le garage ayant été spécifiquement visé par une plainte relative aux nuisances olfactives, la visite, objet du présent rapport, avait pour objectif de vérifier certaines dispositions de l'arrêté ministériel (AM) du 2 mai 2002 et de constater notamment les odeurs durant le fonctionnement de la cabine de peinture.

Cette inspection a aussi été diligentée afin de vérifier la mise en œuvre des dispositions visées par l'arrêté de mise en demeure (APMD) du 28 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GARAGE COSTANTINI
- 133 bis Avenue de l'Alouette 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0100042723
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de la société concerne les travaux de carrosserie-peinture automobiles. L'établissement est pourvu d'une cabine de peinture dédiée à ces activités.

Les activités de l'établissement sont classées sous le régime de la déclaration, par récépissé datant du 8 octobre 1992 (opération n°201402044), en tant qu'atelier de carrosserie sous les rubriques 405 – 406-1a. Ces anciennes rubriques (405 – 406) ont été remplacées depuis par la rubrique n°2940, suite à une évolution de la nomenclature des ICPE. Les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales de cette rubrique, daté du 2 mai 2002, sont donc applicables à l'établissement.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/01/2024, article R.512-68	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Air - Odeurs	Arrêté Ministériel du 12/05/2002, article 6.1	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 28/05/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 14 janvier 2025 a permis de constater que l'exploitant s'est acquitté des obligations visées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 28 mai 2024. Cette mise en demeure est désormais levée.

Administrativement, l'installation dispose d'un récépissé de déclaration ICPE, qu'il convient d'actualiser. Le contrôle périodique des installations a été réalisé en 2024, soulevant une non-conformité majeure qu'il convient de traiter dans les délais réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/01/2024, article R.512-68
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R.181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R.516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R.512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.
Constats : L'établissement est classé sous le régime DC (« déclaration avec contrôles périodiques ») par récépissé datant du 08 octobre 1992 (opération n°201402044) sous les rubriques 405 - 406-1a - "atelier de réparation automobile avec cabine de peinture". Le garage est connu de l'administration sous le nom « Garage FERREIRA ». Suite à un changement d'exploitant en 2024, ce dernier est devenu « Garage COSTANTINI ». Ce changement n'a cependant pas été notifié à Monsieur le Préfet dans le mois suivant le changement. Ceci constitue une non-conformité susceptible de conduire à des suites administratives.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède sous 15 jours à la déclaration de changement d'exploitant via le site de démarche en ligne (https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920) et transmet le justificatif à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Air - Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2002, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Captage, épuration et conditions des rejets à l'atmosphère
Prescription contrôlée :

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

Le point de rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

L'exploitant est dispensé de cette obligation si le système de captage et d'épuration garantit l'absence de nuisance pour les riverains.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et ne comporte pas d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (chapeaux chinois...). La vitesse d'éjection des gaz garantit l'absence de nuisances pour les riverains.

Constats :

A l'entrée du site, l'inspection des installations classées a noté qu'il existait une légère odeur de solvants. À l'intérieur du site, une odeur plus significative est ressentie, notamment à proximité de la cabine de peinture qui fonctionnait. Ces odeurs étaient restées très localisées durant l'inspection.

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé, entre autres, à l'exploitant de faire réaliser un contrôle périodique de ses installations par un organisme compétent.

Le contrôle périodique, réalisé le 30 septembre 2024 par BUREAU VERITAS suite à cette demande, a mis en évidence une non-conformité majeure (NCM) au point 6.1 suprarelative aux conditions des rejets à l'atmosphère. La cheminée en sortie de la cabine de peinture ne dépasse pas d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres comme prévu réglementairement.

Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux nécessaires pour rehausser la cheminée afin de se mettre en conformité sur ce point. Toutefois, l'échéancier de mise en conformité, qui était à transmettre à BUREAU VERITAS avant le 3 janvier 2025, n'a pas pu être présenté à l'inspection des installations classées lors de l'inspection.

Un contrôle complémentaire afin de lever la non-conformité majeure est à mener avant le 3 octobre 2025. Le prochain contrôle périodique (hors contrôle complémentaire mentionné ci-dessus) est prévu d'ici le 30 septembre 2029.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à la levée de la non-conformité précitée dans les délais requis réglementairement dans le cadre du suivi du contrôle périodique, à savoir avant le 3 octobre 2025.

En cas de non-respect des échéances annoncées, ce point constituera une non-conformité

passible de suites administratives
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/05/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Respect des prescriptions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée : [...] l'exploitant réalise le contrôle périodique par un organisme agréé, dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement, pour la rubrique 2940 [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué dans la précédente fiche de constats, un contrôle périodique des installations a été réalisé le 30 septembre 2024 par BUREAU VERITAS.</p> <p>Les actions réalisées permettent donc de solder le constat de l'inspection du 25 avril 2024 et le volet de l'APMD (arrêté préfectoral de mise en demeure) du 28 mai 2024 consacré à cet item.</p> <p>Cette mise en demeure est désormais levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite